

POINT DE VUE

Tirer parti de la bonne conjoncture pour éviter le piège de la récession

L'agenda est chargé pour les nouveaux parlementaires: accords bilatéraux, concurrence, baisse d'impôts, recherche et formation et approvisionnement en énergie.

GEROLD BÜHRER*

Les élections parlementaires sont derrière nous. Nous connaissons désormais, à l'exception de quelques sièges au Conseil des Etats, les nouveaux rapports de force à Berne. Le 3 décembre, de nombreux parlementaires nouveaux prendront place dans les salles du Conseil national et du Conseil des Etats. Ils devront relever de nombreux défis de politique économique. Comment devront-ils les aborder?

La situation de départ est bonne à première vue, même très bonne. La Suisse affiche une croissance économique soutenue. Le Seco a d'ailleurs récemment corrigé à la hausse ses prévisions en la matière, pronostiquant un taux de croissance de 2,6% pour 2007. La bonne conjoncture profite au marché du travail: depuis 2005, plus de 100.000 nouveaux emplois ont été créés. Le nombre de chômeurs est passé en dessous de la barre des 100.000 et le taux de chômage est retombé à 2,5% en septembre. La place économique suisse reste dans le peloton de tête dans les classements internationaux.

Les signes de ralentissement étaient visibles avant la crise

La croissance économique devrait également être au rendez-vous en 2008. Il faut toutefois s'attendre à un fléchissement, qui ne sera pas à mettre uniquement sur le compte de la crise du marché hypothécaire américain. Les premiers signes de ralentissement étaient visibles avant ces turbulences. On ne peut s'attendre à ce que l'économie croisse en permanence.

Deux raisons principales expliquent la bonne conjoncture: premièrement, l'économie suisse, active à l'échelle mondiale, profite dans une large mesure de la croissance de l'économie mondiale. Deuxièmement, les restructurations consenties par les entreprises, conjuguées à la flexibilité des partenaires sociaux, ont contribué de manière décisive au dynamisme de l'économie. La politique a-t-elle joué un rôle dans cette évolution? Oui, des succès ont été enregistrés en politique financière et fiscale, dans le domaine de la formation et de la recherche et en politique exté-



La dynamique internationale est particulièrement forte en politique financière et fiscale.

rieure grâce aux accords bilatéraux. Néanmoins, les attentes formulées en 2003 en ce qui concerne l'ouverture des marchés et la concurrence n'ont pas été satisfaites.

Le nouveau Parlement aura du pain sur la planche. Il devra travailler à l'amélioration des conditions cadres, afin que la place économique suisse reste concurrentielle et créatrice d'emplois. La Suisse ne peut se permettre de se reposer sur ses lauriers, car la mondialisation se poursuit et la concurrence internationale entre sites économiques reste vive. Les marchés émergents asiatiques, en particulier, continueront de contester notre position à l'avenir. Il s'agira de mettre en œuvre des réformes en faveur de

l'économie de marché et de renforcer la capacité d'innovation en vue d'accroître la productivité de l'ensemble de l'économie.

La Suisse doit relever cinq défis d'importance

En politique économique, la Suisse doit essentiellement relever cinq défis. Le premier concerne la politique extérieure: il conviendra d'œuvrer à la consolidation des accords bilatéraux et de conclure de nouveaux accords de libre-échange avec des Etats extracommunautaires. Deuxième défi: un certain nombre de mesures s'imposent en politique de la concurrence. En ce qui concerne le principe du Cassis de Dijon, il sera essentiel de li-

cher, il conviendra de promouvoir les sciences naturelles et la formation des ingénieurs, via une augmentation des ressources et, surtout, une amélioration de la coordination et de l'efficacité. En outre, il sera indispensable de mettre en œuvre rapidement la loi cadre sur les hautes écoles.

L'approvisionnement énergétique à long terme est le cinquième et principal défi que doivent relever tant l'Europe occidentale que la Suisse. L'objectif consiste à garantir un approvisionnement en énergie compétitif en termes de prix, diversifié sur le plan géopolitique et respectueux de l'environnement. Cependant, et même si l'utilisation des énergies alternatives progresse et que les économies d'énergie s'intensifient, il faudra au moins remplacer les centrales nucléaires existantes, sous peine de mettre sérieusement en danger la croissance et l'emploi.

Le Conseil fédéral est invité à relancer les accords de l'OMC

Les relations économiques extérieures sont l'un des moteurs traditionnels de la croissance en Suisse. Elles revêtent donc une importance particulière. La politique du Conseil fédéral s'appuie, à raison, sur trois piliers: la politique européenne, les accords de libre-échange avec des Etats extracommunautaires dynamiques et les négociations multilatérales dans le cadre de l'OMC.

Le peuple suisse se prononcera, vraisemblablement fin 2008 ou début 2009, sur la prorogation de l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE et son extension à la Bulgarie et à la Roumanie, deux nouveaux Etats membres de l'UE. Pour éviter tout risque en cas de votation référendaire, il s'agira de tenir compte des différentes sensibilités politiques. Il n'y a en effet pas d'alternative à la voie bilatérale et à la libre circulation des personnes. Compromettre la voie bilatérale représenterait un autogoal désastreux pour notre pays. Les grandes tendances montrent que l'Europe occidentale ne sera pas à l'avenir le principal moteur de la croissance économique mondiale. C'est la raison pour laquelle les milieux économiques réclament

la conclusion d'accords de libre-échange non seulement avec les Etats-Unis et le Japon, mais aussi avec des pays qui gagnent en importance, comme ceux du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Le Conseil fédéral est également invité à tout mettre en œuvre pour relancer les négociations, actuellement bloquées, dans le cadre de l'OMC.

Il conviendra de réduire l'imposition sur les bénéfices

Plusieurs réformes favorables à la croissance sont inscrites à l'agenda de la politique financière et fiscale. Pour renforcer les petites et moyennes entreprises, il s'agira de commencer par accepter la réforme de l'imposition des entreprises, le 24 février 2008. Cette réforme permettra, au minimum, d'atténuer des problèmes fiscaux connus de longue date, ce qui aura un impact positif sur la croissance et l'emploi. Il conviendra aussi de réduire l'imposition des bénéfices des entreprises au niveau fédéral. C'est une mesure incontournable si la Suisse souhaite s'affirmer en tant que site économique attrayant dans un environnement international très dynamique. Il s'agira aussi de procéder rapidement à une simplification radicale de la TVA et de fixer un taux unique bas, afin d'en réduire les coûts et de donner une impulsion positive à l'ensemble de l'économie. La jungle administrative qu'est devenue la TVA doit être élaguée.

Le nouveau Parlement et le Conseil fédéral devront s'atteler aux réformes qui sont dans l'intérêt d'une Suisse forte et, ensuite, résolument hisser les voiles. Après l'attentisme de ces derniers mois, le moment est venu en effet de reprendre les débats sur les dossiers importants. Toutefois, ces débats ne porteront des fruits qu'à condition d'instaurer un dialogue sérieux entre les différents acteurs. Je pense aux représentants des milieux politiques, de l'économie et aux partenaires sociaux. Nous partons sur de bonnes bases. A nous d'en tirer parti pour continuer à nous améliorer. C'est ainsi que la Suisse restera du côté des gagnants.

* Président d'économiesuisse, la fédération des entreprises suisses.